

IMMIGRATION

NI PLENEL NI ZEMMOUR : AFFRONTER LES PROBLÈMES SANS ARRIÈRE-PENSÉES

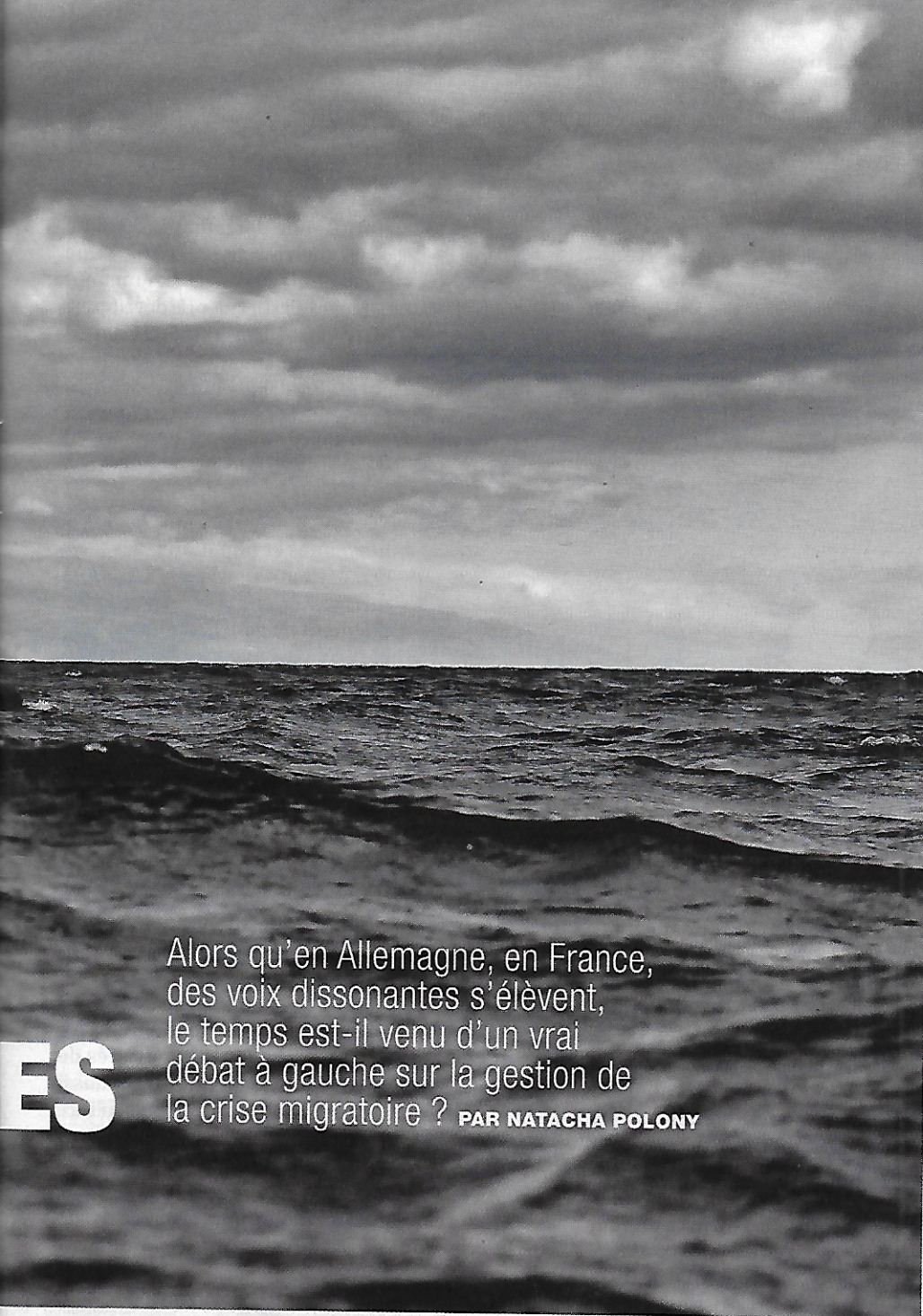
Peut-on encore parler d'immigration, en France, sans sombrer dans la caricature ? Peut-on encore débattre sans être sommé de choisir son camp, Zemmour ou Plenel, barbelés ou *no border* ? Sans s'empailler sur les chiffres pour savoir si le nombre de malheureux qui franchissent le détroit de Gibraltar ou fuient les côtes libyennes a légèrement baissé ? Sans faire comme si les débats autour de l'*Aquarius* surgis-

saient sur un continent jusque-là parfaitement irénique et préservé de toute difficulté d'intégration ?

On nous avait expliqué depuis des années que la raison était revenue, qu'à part quelques excités dans la « jungle » de Calais, plus personne ne prônait l'ouverture totale des frontières et qu'il était donc inutile, voire malhonnête, de considérer l'immigration comme un sujet sur lequel s'exerceraient encore des pressions idéologiques. Un discours moralisateur et angélique ? Allons donc, vieille lune. Manipulation d'es-

prits malades ayant, hélas, basculé à l'extrême droite.

Pourtant, fin septembre, Mediapart, *Politis* et la revue *Regards* se sont associés pour lancer un appel solennel, aussitôt relayé par des dizaines de personnalités, acteurs, artistes, cinéastes, humoristes et écrivains. « *Nous ne composerons pas avec le fonds de commerce de l'extrême droite*, proclame cet appel. *La migration n'est un mal que dans les sociétés qui tournent le dos au partage. La liberté de circulation et l'égalité des droits sociaux pour*



ES Alors qu'en Allemagne, en France, des voix dissonantes s'élèvent, le temps est-il venu d'un vrai débat à gauche sur la gestion de la crise migratoire ? **PAR NATACHA POLONY**

les immigrés présents dans les pays d'accueil sont des droits fondamentaux de l'humanité. » En clair, toute idée de contrôler l'immigration est une concession à l'extrême droite. Il n'est d'ailleurs plus question de réfugiés et d'immigrés, mais seulement de « migrants », condition neutre qui efface les différents types de migration pour ne plus retenir que cette figure symbolique qu'il nous est demandé d'accueillir sans distinction. Magnifique cadeau aux passeurs. C'est donc bien l'idée de frontière qui devient insupportable.

LESBOS, EN 2015
L'île grecque connaissait alors un afflux spectaculaire de réfugiés et devenait le symbole de la crise en Méditerranée.

Et la notion même d'asile politique, héritage de la Révolution, qui risque de passer par profits et pertes, au nom de la belle générosité de ceux qui pensent avoir réglé le problème en l'effaçant. Libre circulation. En effet, on peut imaginer que les passeurs, par miracle, disparaîtraient si tous les candidats à l'exil (ils seraient 1 million en Libye, combien sur les routes de Gibraltar ?) étaient autorisés à débarquer en Europe. Ce n'est même pas certain. Et pour le reste... La pénurie de logements ? La ghettoïsation de quartiers pau-

périsés par les arrivées successives ? Les difficultés d'apprentissage de la langue ? Effacés ! Et comme les peuples ont le mauvais goût de considérer qu'ils ont le droit de décider qui vient sur leur territoire, les filières et les passeurs demeureront, mais les belles âmes pourront en accuser ces classes populaires rétives à l'ouverture.

Les lignes bougent

Pourquoi ce texte maintenant ? Un passage nous donne la clé : « Dans la mondialisation telle qu'elle se fait, les capitaux et les marchandises se déplacent sans contrôle et sans contraintes ; les êtres humains ne le peuvent pas. Le libre mouvement des hommes n'est pas le credo du capital, ancien comme moderne. » Il s'agit de répondre à une urgence : étouffer dans l'œuf le mouvement qui s'est fait jour dans la gauche allemande, et qui agite à présent la gauche française. Jusqu'à présent, tout était simple : on était pro- ou anti- « migrants », et quiconque émettait un doute sur le dogme selon lequel l'immigration est « une chance », quelle que soit sa nature et quel que soit l'état des sociétés dans lesquelles elle s'installe, était aussitôt accusé d'avoir basculé. Quiconque expliquait qu'un réfugié syrien fuyant une guerre causée par la déstabilisation du Proche-Orient en 2003 n'avait pas le même statut qu'un Ivoirien ou un Nigérian à la recherche d'une vie meilleure – quelle que soit la compassion que nous inspirent ces derniers – avait quitté le camp de la « gauche » réduite à quelques arbitres des élégances. On se souvient de la une de *Libération*, en septembre 2015, titrant : « Comment Michel Onfray fait le jeu du FN ». Pourquoi ? Parce que le philosophe avait osé : « Qu'un paysan en faillite, un chômeur de longue durée, un jeune surdiplômé sans emploi, une mère seule au foyer, une caissière smicarde, un ancien avec une retraite de misère, un artisan au bord du dépôt de bilan disent : "Et qu'est-ce qu'on fait pour moi pendant ce temps-là ?", je n'y vois rien d'obscène. Ni de xénophobe. Juste >

Aris Messinis / AFP Photo



Yannis Behrakis / Reuters

► une souffrance. La République n'a pas à faire la sourde oreille à la souffrance des siens. »

Mais les lignes bougent. En Allemagne, le mouvement *Aufstehen*, issu de la gauche radicale de *Die Linke*, envisage de repenser l'immigration comme un sujet politique et non plus moral. Aux États-Unis, Bernie Sanders, candidat démocrate éliminé par Hillary Clinton, a mis les pieds dans le plat en s'opposant, au nom des urgences sociales, à l'idéologie *no border*, soulignant qu'elle est soutenue par les intérêts néolibéraux. En France, ce qui s'appelait autrefois la gauche républicaine se fait entendre, chez les insoumis ou ailleurs. Alors il y a le feu au lac. Il faut excommunier, et vite. Dans son numéro du 6 octobre, *le Monde* a sonné le rappel. Deux pages, sous la plume d'Anne Chemin, pour démonter cette idée subversive selon laquelle on pourrait, au nom de la défense des plus démunis, plaider pour autre chose que l'ouverture totale des frontières. Rendez-vous compte, certains oseraient même citer Jaurès regrettant que le capitalisme cherche sa main-d'œuvre « sur les marchés où elle est la plus avilie, humiliée, dépréciée, pour la jeter sans contrôle et sans réglementation sur le marché français et pour amener partout dans le monde les salaires

au niveau des pays où ils sont les plus bas ». Scandale ! Contrevérités ! Discours xénophobes d'extrême droite, nous dit *le Monde*. Il ne faudrait pas qu'on se mette à contester sa ligne faite d'adoration du libre-échange et de soutien à toutes les politiques de dérégulation des marchés du travail et des capitaux.

Escroquerie comptable

Evidemment, un esprit chagrin remarquera que les mêmes, dans les colonnes du quotidien de révérence ou ailleurs, applaudissent à la fois l'afflux de populations corvéables à merci et le système de dumping social intraeuropéen que constituent les travailleurs détachés. Les mêmes encore ont permis la désindustrialisation de l'Europe de l'Ouest à travers les délocalisations vers des cieux où le droit social est moins regardant. Tous les moyens sont bons. D'autant que les flux migratoires, sur plusieurs décennies, et même si l'on excepte les étudiants qui, par la suite, rentrent dans leur pays, se doublent du départ de nombreux jeunes diplômés européens. Solde migratoire nul, proclament les commentateurs. Cela s'appelle une escroquerie comptable. Quiconque s'interroge est donc à l'extrême droite. Et pendant ce temps l'extrême droite, la vraie, progresse inexorablement.

COMMENT FAIRE FACE ?

En Allemagne, le mouvement *Aufstehen*, issu de la gauche radicale de *Die Linke*, envisage de repenser l'immigration comme un sujet politique et non plus moral.

Dans les années 60-70, la gauche européenne défendait le droit de « vivre et travailler au pays ». Une conception des sociétés humaines qui reposait sur l'idée de développement local, à travers une économie à taille humaine. Il semble que ce qui était valable pour le paysan du Larzac ne le soit pas pour le paysan nigérian. Qui ira dire aux gentils pétitionnaires de Mediapart, soutiens conscients ou non des politiques de dérégulation qui ruinent les classes moyennes et populaires des pays occidentaux, que l'émancipation, au cœur de tout projet authentiquement de gauche, repose sur le libre choix, et que l'exil forcé des jeunes africaines est une déchirure et un drame ? Qui leur dira que leur vision d'êtres humains déplaçables à l'envi rejoint l'idéologie néolibérale qui considère les hommes comme des pions et des outils ? Qui leur expliquera, enfin, que, sans un processus d'intégration, long et difficile, les afflux de population sur plusieurs décennies déstabilisent les sociétés et favorisent les haines. Peut-on décemment expliquer aux peuples européens que non seulement ils doivent accueillir tout nouvel arrivant, sous peine d'être traités de racistes, mais qu'ils doivent aussi se garder de leur imposer la culture du pays d'accueil, sous peine là aussi d'être traités de racistes. Double peine. Et l'on nourrit la peur d'être un jour minoritaire chez soi. Et l'on alimente l'extrême droite. Mais n'est-ce pas ce que cherchent ces belles âmes qui ont besoin d'un diable pour se sentir des saints ?

Regarder la réalité en face est la seule façon d'être véritablement généreux. Refuser de choisir entre la France de Plénel et celle de Zemmour, mais penser un développement des pays dont nos multinationales pillent les richesses, un juste prix des matières premières, une lutte réelle contre les réseaux d'esclavage et de trafic d'êtres humains. Protéger notre modèle social et relocaliser l'économie. Intégrer, enfin, au nom d'un projet universel. Ce n'est pas trahir Jaurès, c'est le perpétuer. ■ N.P.